

la lettre

RESACOOOP

53 avril 2008

PAROLE D'ACTEURS

La Culture, facteur de développement local

Depuis 1996 et tous les deux ans, la Ville de Chambéry propose aux Chambériens une « immersion » en pays burkinabè, à travers l'organisation du festival culturel Lafi Bala. Concerts de musique, cinéma, séances de contes, reconstitution d'une place de village, avec de nombreux invités burkinabè, tous les ingrédients sont réunis pour faciliter la rencontre entre les habitants, petits et grands, et la culture burkinabè. Avec comme objectif, une meilleure compréhension de l'Autre, de ses richesses et de ses traditions. La Ville de Chambéry souhaite désormais aller plus loin et développer une coopération culturelle avec Ouahigouya, sa ville partenaire.

Ne nous voilons pas la face... Bien souvent, dans le cadre de nos coopérations avec les Pays du Sud, nous considérons l'aspect culturel comme des actions festives ou de sensibilisation en marge de projets de coopération « plus sérieux ». Et si nous envisagions la culture sous un angle différent ? Au-delà de ses évidentes dimensions sociales et identitaires, la culture ne doit-elle pas être envisagée comme un potentiel économique important pour nos pays partenaires ?

Une récente étude démontre que « les industries culturelles contribuent et peuvent contribuer à l'économie de ces pays si les conditions structurelles de leur développement sont créées par les politiques publiques appropriées »*. Tout récemment, lors des dernières assises de la Coopération décentralisée franco-burkinabè (Ouagadougou, décembre 2007), il a été fortement recommandé aux collectivités locales présentes de faciliter, dans le cadre de leurs coopérations, l'émergence des acteurs locaux qui contribuent au développement culturel.

C'est à partir de ces constats que la Coopération Chambéry Ouahigouya (Burkina Faso) souhaiterait développer cette thématique dans le cadre de la coopération entre les deux villes.

Le futur projet aurait pour objectif de permettre aux acteurs locaux à Ouahigouya et

dans la région du Nord (Burkina Faso) de concevoir et de mettre en œuvre une « politique locale » de développement culturel. Ce projet favoriserait la diffusion artistique dans la sous-région et en Europe, et encouragerait les échanges culturels entre nos deux territoires en associant les acteurs des deux villes (services culturels, scènes nationales, associations, artistes, écoles de musique, etc.). Afin de vérifier la faisabilité et la pertinence d'une telle action, une étude préalable sera menée très prochainement dans les villes partenaires.

Parallèlement, à partir de l'expérience du festival Lafi Bala, il a semblé essentiel de développer un réseau approprié pour la promotion des artistes burkinabè en France. Un « catalogue » présentant 7 artistes en tournée en France de juin à décembre 2008 (musique, théâtre, contes, arts plastiques) vient d'être édité. Cet outil, téléchargeable sur le site du festival (www.lafibala.com), permettra d'anticiper les plannings afin de mutualiser les tournées des 7 artistes et d'en réduire les coûts pour chacun. Il est particulièrement destiné aux collectivités et associations engagées avec le Burkina Faso.

Pour plus d'informations

Samuel Caillault - Coopération Chambéry Ouahigouya
tél. 04 79 60 23 05
chambery.ouahigouya@mairie-chambery.fr
www.chambery-ouahigouya.com

Comment intéresser le « grand public » aux enjeux du développement ? La question n'est pas simple et l'équilibre entre information et émotion souvent difficile à trouver.

La communication des ONG humanitaires montre largement cette difficulté. Certaines réussissent à garder un réel humanisme dans leurs messages, avec un regard respectueux de l'Autre. D'autres tombent dans le piège du « misérabilisme » et déforment, à dessein ou non, une réalité souvent plus complexe que celle qui est montrée.

La communication vers le « grand public » aurait-elle besoin d'une troisième voie ? L'engouement qu'ont connu ces dernières années des thèmes comme l'environnement, le développement durable, voire le commerce équitable, vaut la peine d'être analysé. Centres d'intérêt d'une minorité, il y a encore peu, ces thèmes ont permis de faire progresser chez tout un chacun, une prise de conscience sur la nécessité « d'agir ». Certes, l'appropriation de ces thèmes par les pouvoirs publics et la large médiatisation dont ils ont bénéficié, ont joué un rôle important. Mais n'est-ce pas aussi parce que les gens ont ressenti dans leur quotidien les effets des problèmes soulevés, qu'ils ont compris - pour beaucoup - la nécessité de s'engager ?

Ces préoccupations et problématiques ne sont pas très éloignées de celles qui touchent aux enjeux de développement des pays du Sud. Elles y sont même fortement liées car il n'y a pas de développement durable pour tous, sans développement solidaire.

Sans doute y aurait-il grand intérêt à puiser dans ces expériences et à créer des passerelles avec les acteurs du développement durable. Car c'est bien une seule et même planète que nous occupons tous !

Nicolas HEEREN,
Directeur du CIEDEL

* « Les industries culturelles des pays du sud : enjeux de l'adoption de la Convention internationale sur la diversité culturelle », 2004, OIF

édito

HUMACOOP

➤ **Fordep Médecine Humanitaire, Administrateur-géopolitique**

Du 14 au 25 avril 2008
au Lycée du Grésivaudan Meylan

Objectif

Préparer les futurs volontaires à intervenir sur des programmes d'aide internationale

Public

Professionnels de santé, toutes personnes ayant des compétences dans la gestion de projet, la comptabilité, le droit, le commerce, le management.

➤ **Formation Mission exploratoire**

Du 26 au 30 mai 2008
dans les bureaux d'Humacoop à Grenoble

Objectif

Maîtriser les outils méthodologiques et opérationnels pour analyser et évaluer une situation, émettre un diagnostic sur la situation d'une population avant le montage d'un projet humanitaire ou de développement.

Public

Personnel d'ONG, d'institutions, de collectivités territoriales.

Contact

Marie Reiss-Metz
chargée de développement et de communication
Humacoop - 8 rue Chenoise - 38000 Grenoble
tél. 04 76 51 11 06 - info@humacoop.com
www.humacoop.com

CESH

Le Centre Européen de Santé Humanitaire vous propose :

➤ **Passeport pour l'action humanitaire**

Du 20 au 22 mai 2008 à Lyon

Une information actualisée sur l'humanitaire, son environnement, ses acteurs. Ce qu'il faut savoir avant de faire une mission et intégrer une équipe.

Inscription et informations

www.cesh.org - tél. 04 37 28 74 57

AMM

L'AMM (Formations aux Missions Médicales) propose aux personnels de santé désirant partir travailler dans les pays tropicaux en développement :

➤ **Pathologie et hygiène en milieu tropical**

Du 13 mai au 27 juin 2008 à Lyon 4^e

Inscription et informations

A.M.M. - 74 rue d'Ypres - 69004 Lyon
tél. 04 78 30 69 89
www.ammformation.org
contact@ammformation.org

AU PLAN RÉGIONAL

Échanges professionnels interrégionaux
Des professionnels de Bobo Dioulasso en Rhône-Alpes

Dans le cadre de sa coopération avec la Région des Hauts-Bassins, la Région Rhône-Alpes accueille cinq professionnels burkinabè, venant renforcer leurs compétences et échanger avec leurs homologues rhônalpins. Des projets très différents mais tous portés par une volonté d'échange de compétences avec les structures qui les accueillent. Avec la Coopérative Val Soleil (Drôme), Pakotogo Mounini, instituteur de l'école des jeunes sourds de Bobo, se forme à l'aviculture, activité qu'il développe depuis plusieurs années avec les élèves de l'école. Esther Ouedraogo renforce ses compétences avec la section « Créations Textiles » du Lycée Adrien Testud (Loire) et d'autres créatrices rhônalpines. L'hôpital Sanou a mandaté deux de ses infirmiers psychiatriques, Constance Bakpe et T. Boureima Ouedraogo, pour travailler avec les équipes de l'hôpital Saint-Jean de Dieu, en lien avec l'association Laafiasso, dans le domaine de la prise en charge des personnes âgées. Quant à Daouada Sanou, technicien en eau et assainissement, il travaille avec Bioforce pour développer cette activité à Bobo Dioulasso à son retour. Tous ces projets sont mis en œuvre dans le cadre du programme « Échanges professionnels interrégionaux », porté par la Région Rhône-Alpes, qui vise à offrir aux professionnels de ses régions partenaires : un cadre de renforcement de leurs compétences, un réseau de partenaires pour les accueillir, des lieux de stages et de professionnalisation, bref un cadre de travail pour accompagner les projets de coopération. Le RAFOD (Réseau d'appui aux actions et formations pour le développement) accompagne la Région Rhône-Alpes dans la mise en œuvre du programme.

Contact • Anna Fiorini Bériot - Région Rhône-Alpes - tél. 04 72 59 52 63 - afiorini@rhone-alpes.fr
Marie-Loup Fall Guerin - Rafod - tél. 04 72 77 87 55 - rafod@rafod.org

MAEE: soutien à la coopération décentralisée

Pour 2007, le Ministère des Affaires étrangères a lancé trois appels à projets :

- deux appels à projets annuels pour l'aide au développement et à la coopération décentralisée ;
- un appel à projets triennal (2006-2007-2008) pour l'aide au développement.

Les règles de gestion pour le suivi des projets retenus l'année dernière sont les suivantes :

- pour les projets annuels, les collectivités territoriales sont invitées à adresser leur compte rendu en 3 exemplaires adressés à la Préfecture de région, à l'Ambassade concernée, à la Délégation pour l'Action Extérieure des Collectivités Locales (DAECL) au Ministère des Affaires étrangères et européennes (MAEE) **avant le 31 décembre 2008** ;
- pour les projets triennaux, un compte rendu technique et financier intermédiaire justifiant l'emploi de 75 % des fonds de la première tranche est à adresser à la Préfecture de région, à l'Ambassade concernée, à la DAECL, **avant le 1^{er} juillet 2008**.

Seuls les dossiers respectant ces délais pourront recevoir le versement de la 2^e tranche sur crédit 2008.

Les crédits pour la 2^e tranche seront donc délégués aux Préfectures de région avant le 19 juillet 2008 sur la base des comptes rendus reçus et sous réserve de la validation des comptes rendus par la préfecture et le MAEE.

Ces dispositions s'appliquent sous réserve des dispositions particulières contenues dans les conventions ou arrêtés d'attribution des subventions que les SGAR adresseront le cas échéant à la DAECL.

Contact • Antoine Joly - DGCID - 57 Bd des Invalides - 75007 Paris
tél. 01 53 69 36 41 - antoine.joly@diplomatie.gouv.fr
Sophie Hoët - SGAR Rhône-Alpes - 31 rue Mazenod - 69003 Lyon
sophie.hoet@rhone-alpes.prefecture.gouv.fr

Région Rhône-Alpes un nouveau portail citoyen

Vous vous interrogez sur les aides financières que la Région Rhône-Alpes peut vous apporter ? Vous trouverez toutes les informations que vous recherchez sur le nouveau portail citoyen de la Région : www.rhonealpes.fr.

Individuel, organisme privé ou public, vous découvrirez les aides possibles par domaines grâce au moteur de recherche accessible dès la première page du Portail. Particulièrement utile et efficace.

AU PLAN NATIONAL

Fermeture du HCCI

Suite à la décision du Conseil de modernisation des politiques publiques, le HCCI (Haut Conseil de la Coopération Internationale) a fermé ses portes fin mars 2008. Charles Josselin rappelle dans l'introduction de son rapport annuel que « le HCCI constituait une sorte d'université permanente où l'apprentissage croisé était la règle » et montre la nécessité, plus actuelle que jamais dans un monde en recomposition « de construire une intelligence collective de la coopération internationale ».

Pour rappel, le HCCI avait été créé le 10 février 1999 pour favoriser une concertation régulière entre les différents acteurs de la coopération et de la solidarité internationale et pour sensibiliser l'opinion publique aux enjeux de cette coopération. Cette création est intervenue dans le cadre de la réforme du dispositif français de coopération.

Rapport 2007/2008 • www.hcci.gouv.fr/

Remaniement ministériel

Suite au remaniement ministériel qui a suivi les élections municipales, certaines dénominations de ministère ont changé : M. Brice Hortefeux devient ministre de l'Immigration, de l'Intégration, de l'Identité nationale et du Développement solidaire, ce dernier terme remplaçant celui de « co-développement ».

Pour en savoir plus • www.premier-ministre.gouv.fr/fr/

AU PLAN EUROPÉEN

BALKANS : 1^{res} rencontres régionales de la coopération décentralisée

Elles se dérouleront en **Bulgarie à Sofia les 3 et 4 juillet 2008**. Jean-Claude Mairal, vice-président du Conseil régional d'Auvergne, préside un comité de pilotage composé d'associations de collectivités locales et d'autres partenaires institutionnels français en charge d'organiser les premières rencontres de la coopération transfrontalière, du développement durable des territoires et de la coopération décentralisée dans **les Balkans**. Bénéficiant du soutien du Ministère français des Affaires étrangères et européennes, cette manifestation sera l'occasion pour des élus locaux français et leurs homologues d'Albanie, ancienne république yougoslave de Macédoine, Bosnie-Herzégovine, Bulgarie, Grèce, Monténégro, Serbie et Turquie, d'échanger leurs expériences en matière de protection de l'environnement, de protection du patrimoine, de coopération transfrontalière et décentralisée ou encore d'action sociale et de financements européens.

Pour en savoir plus • jerome.duplan@diplomatie.gouv.fr ou frederic.boyer@institutfrance.bg

Pour une agriculture durable au Nord comme au Sud

L'année 2008 est importante pour la PAC : un bilan de santé de la politique agricole commune est prévu et pourrait bien impliquer une remise en cause de son fonctionnement. Par ailleurs, la France va assurer la présidence française de l'Union européenne à partir du 2^e semestre 2008. La Fédération des Artisans du Monde souhaite donc profiter de cet agenda pour défendre une politique agricole qui vise à promouvoir une agriculture durable, c'est-à-dire une agriculture diversifiée et de qualité, satisfaisant prioritairement les besoins des marchés locaux, créatrice d'emplois, respectueuse de l'environnement et des territoires. C'est dans ce sens que le CRID (Centre d'information et de recherche sur le développement), le CCFD (Comité catholique contre la faim et pour le développement), la Fédération des Artisans du Monde et Peuples Solidaires ont choisi de se mobiliser d'avril à juin 2008, en partenariat avec les Amis de la Terre, ATTAC, le CFSI (Comité français pour la solidarité internationale) et la Confédération paysanne. Cette campagne sera relayée au niveau régional et invitera les citoyens à se mobiliser pour porter des revendications aux niveaux national, européen et international.

Contact

Stéphanie Margot - Fédération Artisans du Monde
tél. 01 56 03 93 54 - s.margot@artisansdumonde.org

« Réseau Lafi Bala », faciliter les tournées d'artistes burkinabè en France

Lors des dernières Assises de la coopération décentralisée franco-burkinabè à Ouagadougou en décembre 2007, vous avez été nombreux à solliciter la mise en place d'un réseau pour faciliter les tournées d'artistes burkinabè en France. C'est chose faite avec le « Réseau Lafi Bala » initié par l'association Chambéry-Ouahigouya. Cette dernière met à profit l'expérience acquise en matière de coopération culturelle avec le festival Lafi Bala, durant lequel de nombreux artistes burkinabè sont présentés. Cette année, l'association souhaite partager avec vous rencontres, savoir-faire et coups de cœur. Elle vous propose un panel d'artistes expérimentés et reconnus qui vous séduiront par leur créativité. Ils seront en tournée en France de juin à décembre 2008. Elle a édité une plaquette que vous pouvez télécharger sur : www.chambery-ouahigouya.com et qui présente les artistes dans le but de planifier leur future tournée et d'en réduire ainsi les coûts.

Contact

Samuel Caillault - Réseau Lafi Bala
Coopération Chambéry-Ouahigouya,
Hôtel de Ville - BP 1105 - 73011 Chambéry cedex
tél. 04 79 60 23 05
chambery.ouahigouya@mairie-chambery.fr

Espace associatif du Rhône

L'espace associatif du Rhône est un service public à l'écoute des associations. Il propose un accès à l'information, un conseil pour l'aide au fonctionnement des associations (statuts, questions juridiques, comptables, fiscales ou sociales), ainsi que des formations. Des permanents sont à la disposition des associations pour répondre quotidiennement à toute question d'ordre général.

Contact

Espace associatif du Rhône - Immeuble le Drapeau
26 rue de la Part Dieu - 69003 Lyon
tél. 04 72 61 71 66
espace-associatif@rhone.fr - www.rhone.fr

Wikigender.org

Un nouveau site de ressources sur le « genre ». Dans le cadre de ses travaux sur l'égalité homme/femme, le Centre de développement de l'OCDE a lancé, le 7 mars dernier, le site « Wikigender.org » qui a pour objectif le partage des connaissances sur les questions de genre et de parité.

Pour en savoir plus

www.oecd.org/dev/wikigender

OVR 01: enjeux et perspectives d'une Europe à 27

Dans le cadre de ses activités associatives et afin d'améliorer la compréhension interculturelle, Opération Villages Roumains 01 (OVR 01) a organisé en mars 2007 une série de trois « conférences débats », à l'occasion de l'entrée de la Roumanie et de la Bulgarie dans l'Union européenne. Fruit du partenariat entre OVR 01, Prélude France Pologne et l'association de Coordination des Communes Jumelées de l'Ain, cette opération a bénéficié du soutien financier de la Région Rhône Alpes, de la coordination des Communes Jumelées de l'Ain et du Comité de jumelage de Tossiat. Un DVD produit pour rendre compte de la richesse des débats organisés est disponible sur demande. Les thèmes abordés étaient destinés à un public varié, avec une séance spéciale pour les étudiants de l'Ain:

- Comment la Roumanie et la Bulgarie peuvent-elles bénéficier de l'expérience des dix dernières adhésions de 2004 ?
- Quelles perspectives engendrent-elles pour l'ensemble des pays membres ?
- L'Europe pour les jeunes, ça sert à quoi ? Que peuvent-ils en attendre ?

À l'heure où beaucoup d'interrogations se posent quant aux voies d'avenir de l'Union, il a semblé essentiel de rappeler ce que OVR avait permis de mettre en place et les bénéfices que l'ensemble des pays en avaient tirés.

Contact

Marie-Geneyève Gauthier
1767 chemin de la Genetière - 01 440 Viriat
tél. 0961 330 246 - gauthier.deboeuf@orange.fr

Guide « Le tourisme autrement »

300 millions de touristes en 1980, 900 millions aujourd'hui : devenu un produit de grande consommation, le tourisme est souvent une forme de voyage standardisé, vendu sous forme de forfait, dont l'impact écologique et social soulève de plus en plus de controverses. Dans ce guide des vacances citoyennes, Alternatives Économiques propose toutes les pistes pour partir autrement et pour promouvoir un tourisme responsable et durable.

Guide pratique n° 33 - mars 2008 - 9,50 €.

Contact • Alternatives Économiques - 28 rue du Sentier - 75002 Paris - tél. 01 44 88 28 90
www.alternatives-economiques.fr

Référentiel Commerce équitable en Rhône-Alpes

Le Conseil régional Rhône-Alpes souhaite participer aux efforts de sensibilisation nécessaires pour accroître la notoriété de ce modèle économique et permettre ainsi aux petits producteurs de prendre en charge eux-mêmes leur développement, en vendant le fruit de leur travail à un prix décent. À sa demande, un référentiel rhônalpin du commerce équitable a été élaboré par l'association Equi'Sol, avec l'assistance technique de Rhônalpénergie-Environnement.

Consultable sur le site • www.achatspublicsequitables.com

Contact • Peter Szerb - Rhônalpénergie-Environnement - 10 rue des Archers - 69002 Lyon - tél. 04 72 56 33 53
peter.szerb@raee.org - www.raee.org

Guide pratique « organisation d'un marché équitable ou solidaire »

Vous souhaitez sensibiliser le grand public sur la solidarité internationale ? Vous souhaitez organiser un marché de commerce équitable ou solidaire ?

Sans donner une recette « clefs en mains », ce guide pratique vous propose d'aborder ces questions en 3 parties :

- Marché solidaire ou de commerce équitable, comment s'y retrouver ?
- Comment organiser un marché ?
- Comment sensibiliser aux enjeux de la solidarité sur le marché ?

Il s'adresse aux associations, comités d'entreprise, collectivités territoriales... et à toute personne intéressée par le commerce équitable. Il est réalisé par le CADR, le GRAD et RITIMO.

Prix: 10 €.

Contact • CADR - tél. 04 78 50 99 36 - cadr@free.fr - http://cadr.free.fr

État des résistances dans le Sud - 2008

À de rares exceptions près, l'ensemble des pays du Sud ont connu un réveil et une dynamisation de leurs sociétés civiles ces vingt dernières années. L'intensité et la forme de ces mobilisations sont hautement dépendantes des régions concernées : elles s'assimilent tantôt à une lame de fond, tantôt à un simple frémissement selon que l'on porte le regard vers l'Amérique latine, où de larges mouvements populaires ont joué un rôle de premier plan dans l'avènement de gouvernements progressistes, ou que l'on scrute le Monde arabe, la Chine ou l'Asie centrale, où des réseaux fragiles et semi-clandestins s'emploient courageusement à réclamer le respect des libertés et des droits sociaux de base. Ces mouvements de la société civile méritent d'être salués, pour constituer un vecteur de démocratisation politique et sociale de première importance. Pour autant, leur juste appréhension exige de tenir compte des menaces tant internes (fractionnements, manque d'ancrage populaire, corporatisme) qu'externes (répression sous couvert de lutte contre le terrorisme, cooptation sous couvert de participation) qui pèsent sur leur action. C'est le but de ce nouveau numéro de la revue Alternatives Sud, intitulé « État des résistances dans le Sud - 2008 ».

Éditions Syllepse - Centre Tricontinental - Volume XIV (2007) - n° 4.

Pour commander • www.cetri.be/Exploreur4/Frameset.html

Dispositif de mesure d'impact du commerce équitable sur les organisations et familles paysannes et leurs territoires

Le commerce équitable connaît en France et en Europe une forte croissance en volume et valeur et sa notoriété est en constante augmentation. Cet intérêt grandissant entraîne naturellement des questionnements et des demandes d'informations précises au Nord quant à l'impact réel du commerce équitable auprès des producteurs au Sud. En étroite collaboration avec Max Havelaar, Agronomes et Vétérinaires sans frontières a ainsi construit et testé au cours des deux dernières années une proposition méthodologique pour la mesure de l'impact du commerce équitable sur les familles paysannes du Sud, leurs organisations et sur le développement de leurs territoires. Les études d'ores et déjà réalisées ou qui pourront être faites avec cette méthode devraient permettre de mieux répondre aux exigences d'information du public et de contribuer également à l'amélioration du système de commerce équitable.

Contact • Agronomes & Vétérinaires sans frontières - 58 rue Raulin - 69361 Lyon cedex 07 - tél. 04 78 69 79 59 www.avsf.org (rubrique documentation)

Énergie et coopération décentralisée

L'accès aux services de l'électricité en milieu rural est un nouveau défi pour la coopération décentralisée. Encore faut-il bien appréhender ce qu'un tel exercice exige comme approche, analyse préalable et définition des modalités d'exploitation. En publiant la brochure « Accès aux services de l'électricité, énergies locales et développement rural », qui pointe l'impact considérable des énergies locales sur le développement rural, l'ARENE et la Fondation Énergies pour le monde souhaitent apporter des éléments d'information et des exemples d'actions concrètes pour permettre aux acteurs de la coopération de relever ce nouveau défi.

Brochure téléchargeable sur www.arenidf.org/cooperation/outil-livret-acces-electricite.html

AGENDA

Musée africain de Lyon : les sculptures de Bomavé Konaté

Institution privée destinée à tous publics, le Musée africain est ouvert du mercredi au dimanche de 14 h à 18 h et des visites commentées sont possibles sur rendez-vous. Il offre à ses visiteurs la vision de plus de 2 000 pièces en exposition permanente sur 750 m². Créé par la Société des Missions Africaines (SMA), il présente des pièces rassemblées par des missionnaires exerçant en Afrique de l'Ouest.

Du 16 avril au 31 juillet 2008, il accueillera le sculpteur Bomavé Konaté, porteur d'un projet de préservation du patrimoine traditionnel burkinabé. Par ailleurs, une exposition itinérante consacrée au projet de création d'un musée des Arts à Boromo au Burkina Faso débutera sa tournée en Rhône-Alpes au sein du Musée africain de Lyon, puis dans un certain nombre de sites en France et en Europe. Des œuvres anciennes destinées au futur musée seront présentées autour des réalisations artistiques contemporaines de Bomavé Konaté.

Informations • Musée Africain - 150 cours Gambetta 69361 Lyon cedex 07 - tél. 04 78 61 60 98 www.musee-africain-lyon.org

Salon des Solidarités (2^e édition)

La 2^e édition du rendez-vous annuel des acteurs de la solidarité internationale aura lieu les 6, 7 et 8 juin 2008 au Parc Floral de Paris. Plus de 20 000 visiteurs et 250 exposants sont attendus, donnant la possibilité aux ONG de présenter leur structure au grand public et aux professionnels, de rencontrer des partenaires techniques et financiers majeurs et de renforcer leurs équipes de bénévoles ou de salariés. Au programme : conférences, ateliers, formations, expositions... Si vous souhaitez en savoir plus sur le Salon et ses objectifs, participer au salon 2008 en tant qu'exposant ou consulter le programme complet des trois jours, n'hésitez pas à consulter le site : <http://www.salondessolidarites.org>

Contact
M^{lle} Daikhi - tél. 03 88 26 26 26
exposant@salondessolidarites.org

Forum mondial des Droits de l'Homme à Nantes (3^e édition)

Organisée par le Secrétariat international permanent « Droits de l'Homme et gouvernements locaux », la 3^e édition du Forum mondial aura lieu à la Cité internationale des congrès de Nantes Métropole, du 30 juin au 3 juillet 2008. Le Forum de Nantes a été créé en 2004 pour soutenir et développer les réseaux d'acteurs impliqués dans la protection, le respect et la mise en œuvre des Droits de l'Homme en renforçant la solidarité entre ces différents acteurs (responsables politiques, militants et dirigeants d'ONG, universitaires et experts internationaux, représentants d'organisations internationales...). Pour cela, des échanges directs, un dialogue libre, sur un pied d'égalité, sont nécessaires : c'est la raison d'être du Forum mondial des Droits de l'Homme. Dès à présent, une plate-forme de travail collaboratif est ouverte à tous les participants intéressés, sous la forme d'un « Forum virtuel », proposé sur le site du SPIDH. Elle a pour ambition de rassembler les acteurs de toutes catégories, travaillant ensemble pour faire face aux défis lancés aux Droits de l'Homme, existants et émergents.

Informations et inscriptions
www.spidh.org - contact@spidh.org

Quinzaine du Commerce équitable 2008

Du 25 avril au 11 mai

En sept ans, la « Quinzaine du Commerce Équitable » est devenue un événement incontournable dans toute la France. Durant cette période, tous les acteurs sont mobilisés pour permettre au grand public de mieux comprendre les enjeux géopolitiques de ce type de commerce, plus respectueux de l'Homme et de son environnement, et encourager chacun à s'engager dans une consommation plus juste. Le CLACE (Collectif Lyonnais des Acteurs de Commerce Équitable - www.clace.info) qui regroupe plus de 30 organisations, la Ville de Lyon (www.lyon.fr) et la Région Rhône-Alpes (www.rhonealpes.fr) proposent cette année plusieurs temps forts : le marché de commerce équitable place St Jean (Lyon 5^e), avec des animations et un café-débat en présence de producteurs du « Sud » ; une soirée festive au Ninkasi Kafé à Gerland avec concerts, animations autour du commerce équitable ; l'opération « Restaurants équitables » parrainée par le cuisinier Nicolas Le Bec dans 20 restaurants lyonnais ; l'opération « Mon boulanger joue le jeu » dans 50 boulangeries de Lyon et de ses environs ; un parcours de sensibilisation pour découvrir des espaces du commerce équitable ; etc.

Consulter l'agenda et le programme de votre région
www.quinzaine-commerce-equitable.com

FINANCEMENTS

Fondation Ensemble « microprojets »

En 2008, la Fondation a mis en place un fonds microprojets, correspondant à ses domaines d'intervention, dédié plus particulièrement aux structures à la recherche de soutiens à court terme. Elle finance des microprojets menés par des structures associatives. Elle agit dans les domaines de l'eau et assainissement, dans les actions de développement durable dans certains pays émergents et dans le domaine de la solidarité et de l'éducation à l'environnement en France. Le montant maximum de participation de la Fondation au budget total est de 50 %. L'association proposant le programme a l'obligation de trouver d'autres partenaires financiers pour boucler le plan de financement. La subvention maximale par programme est de 300 000 € et le montant minimum d'investissement est de 40 000 € par an. Les associations peuvent envoyer leur proposition tout au long de l'année via les fiches de synthèse de présentation du projet téléchargeables sur son site internet à la rubrique « Proposer un projet ».

Pour en savoir plus • www.fondationensemble.org/index.php/fr/fonds_microprojets

Organisation internationale de la francophonie Programme spécial de développement (PSD)

Le PSD s'inscrit dans l'objectif global de lutte contre la pauvreté auquel la Francophonie adhère. Il est destiné plus spécifiquement à satisfaire les besoins essentiels de base des communautés locales. Ses axes prioritaires : la valorisation des produits locaux, l'accès aux services sociaux de base (notamment dans le domaine de l'hydraulique), le renforcement des capacités des porteurs de projets et des communautés bénéficiaires.

Coût total du projet: entre 5 000 € et 43 000 €.

Date limite de dépôt des dossiers: 30 juin 2008

Pour en savoir plus

www.francophonie.org/actions/developpement/fin-psd.cfm

Fondation Raja

Créée sous l'égide de la Fondation de France, la Fondation Raja-Danièle Marcovici soutient depuis sa création des programmes, actions et projets en France et partout dans le monde en faveur des femmes dans les domaines éducatifs, social, médical et culturel.

Dates limites de dépôt des dossiers:
30 avril et 30 septembre 2008

Pour en savoir plus

www.fondation-raja-marcovici.fr

FINANCEMENTS

Commission européenne Appels à propositions 2008

EUROPEAID

Tous les appels sont publiés sur la page: <http://ec.europa.eu/europeaid/cgi/frame12.pl>

Pour en savoir plus • Coordination Sud - Jennie Saint-Sulpice - saintsulpice@coordinationsud.org

Pays et libellés	Références et budgets en cours	Date dépôts dossiers
• Vietnam - EIDHR - Plan d'appui 2007 basé dans le pays	126566/L/ACT/VN Budget: 300 000 €	30 mai 2008
• Burundi - Sécurité Alimentaire - Burundi - 2007	126620/L/ACT/BI Budget: 5 722 000 €	16 mai 2008
• Brésil - Renforcement du rôle de la société civile par la Promotion des Droits de l'Homme et de la Réforme démocratique en facilitant la conciliation de Groupes d'intérêts et en consolidant la participation et la représentation politiques	126549/L/ACT/BR Budget: 600 000 €	15 mai 2008
• Équateur : Instrument Européen pour la Démocratie et les Droits de l'Homme	126147/L/ACT/EC Budget: 600 000 €	5 mai 2008
• Programme IRH - Investir dans les Ressources Humaines Égalité entre les hommes et les femmes	126779/C/ACT/Multi	7 mai 2008
• Madagascar 1 - Programme d'appui au secteur agricole	126707/L/ACT/MG Budget: 870 000 €	19 mai 2008
• Burundi - Campagne d'information, d'éducation et de communication sur le rôle des femmes dans un État de droit	126770/M/ACT/BI Budget: 100 000 €	23 mai 2008
• Multi pays - IEDDH - accroître le respect pour les droits de l'homme et les libertés fondamentales dans les pays et régions à risques	126352/C/ACT/Multi Budget: 11 492 917 €	10 juin 2008
• Cambodge - Renforcement du rôle de la société civile par la Promotion des Droits de l'Homme et de la Réforme Démocratique en facilitant la conciliation de Groupes d'intérêts et en consolidant la participation et la représentation politiques	126474/L/ACT/KH Budget: 600 000 €	6 mai 2008
• Laos - Renforcement du rôle de la société civile par la Promotion des Droits de l'Homme et de la Réforme Démocratique en facilitant la conciliation de Groupes d'intérêts et en consolidant la participation et la représentation politiques	126511/L/ACT/LA Budget: 300 000 €	6 mai 2008
• Ancienne République Yougoslave de Macédoine Instrument Européen pour la démocratie et les Droits de l'Homme APP 2007	126892/L/ACT/FYR Budget: 600 000 €	20 mai 2008
• Kosovo - Instrument Européen pour la démocratie et les Droits de l'Homme	126726/L/ACT/KOS Budget: 873 000 €	22 mai 2008

Prochains appels à propositions du programme

« Acteurs non étatiques et Autorités locales dans le développement »

Pays et libellés	Références et budgets en cours	Date dépôts dossiers
• Madagascar	126858/L/ACT/MG - Budget: 1 500 000 €	2 mai 2008
• Côte d'Ivoire	126791/L/ACT/CI - Budget: 2 000 000 €	4 juin 2008
• Somalie	126795/L/ACT/SO - Budget: 2 500 000 €	4 juin 2008
• Cameroun	126873/L/ACT/CM - Budget: 2 000 000 €	5 mai 2008
• Inde Action dans les pays partenaires	126801/L/ACT/IN - Budget: 4 000 000 €	6 mai 2008
• Laos	126546/L/ACT/LA - Budget: 2 500 000 €	6 mai 2008
• Guinée Bissau	126847/L/ACT/GW	12 mai 2008
• Biélorussie	126449/L/ACT/BY - Budget: 1 000 000 €	16 mai 2008
• Myanmar (Birmanie)	126544/L/ACT/MM - Budget: 2 000 000 €	16 mai 2008
• Zimbabwe	126727/M/ACT/ZW - Budget: 2 000 000 €	19 mai 2008
• Cambodge Actions dans les pays partenaires	126542/L/ACT/KH - Budget: 2 500 000 €	23 mai 2008
• Brésil	126590/L/ACT/BR - Budget: 4 000 000 €	27 mai 2008
• Zambie	126760/L/ACT/ZM - Budget: 2 750 000 €	30 mai 2008
• Kazakhstan Actions dans les pays partenaires	126870/L/ACT/KZ - Budget: 600 000 €	19 juin 2008
• Vénézuéla Actions dans les pays partenaires	126866/L/ACT/VE - Budget: 2 000 000 €	23 juin 2008

FINANCEMENTS

Fondation de France Méditerranée d'une rive à l'autre

Entre l'Europe élargie et le continent africain, l'espace méditerranéen devient un territoire où les enjeux se durcissent, et les pays du Sud de la Méditerranée font face à plusieurs défis majeurs, notamment celui de la jeunesse qui représente les 2/3 de sa population. Pour établir de nouvelles solidarités avec nos voisins au Sud, il faut renforcer les échanges constructifs et réciproques entre communautés européennes et celles des rives. Par ce nouveau programme, la Fondation de France souhaite soutenir, dans le secteur de la jeunesse, des projets concrets rapprochant les sociétés civiles des rives du Sud de la Méditerranée et celles de France. Elle soutiendra des projets présentés par des associations algériennes, marocaines ou tunisiennes, en partenariat avec une association française, pour des projets concernant la jeunesse.

Dates limites de dépôt des dossiers:
18 avril ou 12 septembre 2008

Pour télécharger l'appel à projet
www.fdf.org/jsp/site/Portal.jsp?page_id=200

Fondation Caisses d'Épargne pour la Solidarité: « illettrisme et citoyenneté »

La Fondation Caisses d'Épargne, en partenariat avec le Groupe l'Étudiant, lance son 2^e appel à projets de lutte contre l'illettrisme. Elle soutiendra des initiatives permettant de renforcer la citoyenneté des personnes en situation d'illettrisme et/ou de les impliquer dans leur ville en tant qu'acteurs opérationnels ou décisionnels.

- Public concerné: organisme à but non lucratif proposant une action à caractère innovant.
- 6 prix pour un montant total de 100 000 € seront décernés.

Date limite d'envoi des dossiers:
vendredi 30 mai 2008

Dossier de candidature • www.letudiant.fr

MAAIONG - Démocratie et Droits de l'Homme

Renforcement des organisations des sociétés civiles du sud pour la promotion de la démocratie et le respect des Droits de l'Homme dans ces pays.

L'année 2008 marque le 60^e anniversaire de la Déclaration universelle des Droits de l'Homme du 10 décembre 1948 à laquelle la France a fortement contribué. À cette occasion, la Mission d'appui à l'action internationale des ONG lance un appel à initiatives pour cofinancer des projets ayant trait aux Droits de l'Homme. Elle a fait le choix de cibler prioritairement celui-ci sur les droits économiques, sociaux et culturels, dans le respect de sa mission principale, sans exclure les droits civils et politiques et en encourageant la vision transversale et interdépendante des Droits de l'Homme.

Il pourra s'agir:

- d'actions de terrain dans les pays concernés (actions dans un ou plusieurs pays), visant le renforcement des capacités des partenaires locaux - associations ou groupes locaux pour celles des associations qui n'auraient pas encore la personnalité juridique - (exemple: soutien et formation sur les questions d'organisation, de gestion, de conception, mise en place et suivi de projets, de promotion, de plaider en faveur des Droits de l'Homme et des DESC...);
- et/ou de projets d'éducation au développement en France et de plaider sur les thématiques retenues (campagnes d'opinion, rencontres avec les autorités, rencontres d'acteurs du sud et du nord, dans le cadre de projets de terrain combinés avec des actions d'EAD).

Date limite de dépôt des dossiers: 13 juin 2008

Pour en savoir plus • www.diplomatie.gouv.fr/fr/actions-france_830/ong-organisations-non-gouvernementales_1052/evenements_15602/appele-initiatives-direction-ong-francaises-dans-secteur-democratie-droits-homme_18718/index.html

Comités d'attribution des subventions ONG: nouveau!

À compter du 4 avril 2008, un comité de subventions ONG réservé aux dossiers de la MAAIONG va être organisé tous les deux mois et présidé par la Directrice générale de la DGCID. Il viendra remplacer les anciens comités de subvention inter services de la DGCID. Il examinera et validera tous les projets proposés par la MAAIONG, qu'ils soient imputés sur FSP ou sur Titre VI. Pour 2008, les dates des prochains comités sont: vendredi 4 avril, mardi 13 mai, mardi 8 juillet, mardi 9 septembre et mardi 4 novembre.

Pour en savoir plus
www.coordinationsud.org/spip.php?article2968

Contact
Jennie Saint-Sulpice - saintsulpice@coordinationsud.org

FORMATIONS

1^{er} semestre 2008

Il reste encore des places pour les sessions suivantes.

➤ **Monter un dossier de cofinancement**

Lyon - vendredi 23 mai

➤ **Établir un budget de cofinancement**

Lyon - vendredi 6 juin

Horaires des formations de 9h30 à 17h30

Informations et inscriptions

www.resacoop.org à la rubrique « Se former »

Isabelle Taine - tél. 04 72 77 87 67

SITE INTERNET

Nouveau ! Une rubrique « Éducation à la citoyenneté internationale »

D'ici quelques semaines, vous découvrirez une nouvelle rubrique sur le portail internet de RESACOOP dédiée à toutes les activités en région concernant l'ouverture des citoyens à l'international dans une double dimension de solidarité et de coopération.

Vous y trouverez des informations concernant l'éducation au développement et à la solidarité internationale à l'école (Éducation nationale et enseignement agricole), des pages ressources sur les outils pédagogiques et les structures ressources capables d'intervenir auprès de publics variés. Nous développerons également sur cet espace l'actualité rhônalpine des grandes campagnes de mobilisation citoyenne :

Demain le monde, la Semaine de la solidarité internationale, Alimententerre, etc.

Enfin, nous donnerons la parole aux structures de Rhône-Alpes souhaitant faire partager leur expérience et leur savoir-faire dans ce domaine.

Rendez-vous donc prochainement sur www.resacoop.org !

RÉUNIONS

État des lieux des formations en région Rhône-Alpes

L'humanitaire, la solidarité internationale, la coopération au développement mobilisent au fil des années un nombre croissant d'acteurs rhônalpins : jeunes souhaitant en faire leur métier, associations engagées pour un monde plus solidaire, collectivités locales en coopération décentralisée, établissements scolaires, universités...

Mais qu'en est-il aujourd'hui de l'offre de formation en Rhône-Alpes dans ces domaines ?

Pour répondre à cette question, RESACOOP réalise actuellement un premier état des lieux de la formation en Rhône-Alpes et animera courant mai une demi-journée d'échanges avec les principaux acteurs.

Contact • David Hacquin - dhacquin@resacoop.org
Sandra Gourbeyre - sgourbeyre@resacoop.org

RÉUNIONS

Don de médicaments (Grenoble)

Dans le cadre des activités du chantier « Santé », trois membres du GIP RESACOOP (Hospices Civils de Lyon, Ville de Grenoble et Humacoop) ont décidé de relayer la campagne nationale de l'association ReMed (www.remed.org) sur l'envoi de médicaments non utilisés (MNU) dans les actions humanitaires. Cette campagne est financée par le ministère français de la santé et vise à sensibiliser tous les acteurs de la solidarité internationale sur la nouvelle réglementation régissant les dons de MNU et sur les alternatives possibles en matière de dons de médicaments. Pour permettre au plus grand nombre possible de Rhônalpins de participer, nous organisons, en partenariat avec ReMed, trois ateliers d'échanges : deux à Lyon le 4 avril (deux horaires proposés) et un à Grenoble le 28 avril. Vous retrouverez sur notre site, à la rubrique Actualités, le calendrier précis et le programme prévisionnel de ces ateliers, ainsi que le coupon-réponse pour l'inscription. L'entrée est libre mais l'inscription est obligatoire pour des raisons d'organisation.

Contact • Corinne Lajarge - tél. 04 72 77 87 67 - clajarge@resacoop.org

Sénégal (Lyon et Privas)

À l'occasion de la venue dans notre région de M. Dior Diaw, directeur national de la Coopération décentralisée au Sénégal et de M^{me} Géraldine Tardivel, chargée de mission au bureau de la coopération décentralisée du SCAC à Dakar, RESACOOP, l'ADOS et le Conseil général de l'Ardèche invitent les acteurs rhônalpins menant une action de coopération avec le Sénégal (et plus largement avec d'autres pays d'Afrique de l'ouest) à deux réunions d'information et d'échanges qui se tiendront :

➤ mercredi 16 avril de 14h30 à 17h30 à Lyon (RESACOOP) ;

➤ vendredi 18 avril de 14h à 17h à Privas (Hôtel du département).

Ces journées seront l'occasion de découvrir les nouveaux dispositifs développés par les services des États sénégalais et français pour accompagner les acteurs de la coopération décentralisée.

Pour plus d'informations • Sandra Gourbeyre - tél. 04 72 77 87 67 - sgourbeyre@resacoop.org

GROUPE DE TRAVAIL

Droits de l'Homme et coopération internationale

Lors des Assises régionales de la coopération décentralisée et de la solidarité internationale, organisées par la Région Rhône-Alpes en 2005, un atelier avait été consacré à la question des Droits de l'Homme et de leur place dans les actions de coopération internationale. Devant l'intérêt suscité par ce thème, le COSI (Centre d'information et de solidarité avec l'Afrique) a proposé un approfondissement de la thématique, avec le soutien financier de la Région. Il a mis en place un groupe de travail, composé de spécialistes des Droits de l'Homme et de représentants de collectivités locales rhônalpines. RESACOOP a été étroitement associé aux réunions de travail et a mis à la disposition du groupe sa connaissance des acteurs régionaux et de leurs actions.

La première réalisation du groupe sera une **plaquette de sensibilisation** dont l'objectif est de « décrypter » le thème des Droits de l'Homme pour les non initiés et de proposer un questionnement pour mieux identifier des enjeux liés aux Droits de l'Homme dans les actions de coopération des collectivités locales. Vous la découvrirez prochainement sur le portail de RESACOOP, à la rubrique « Se documenter ».

Le COSI présentera le travail réalisé en Rhône-Alpes lors du 3^e Forum mondial des Droits de l'Homme qui se tiendra à Nantes du 30 juin au 3 juillet 2008.

Contact • Rose-Marie Di Donato - rmdidonato@resacoop.org